

Altermondialisme ou démondialisation ?

Jonathan Durand Folco

Numéro 793, novembre-décembre 2017

Pour une démondialisation heureuse

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/86725ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Durand Folco, J. (2017). Altermondialisme ou démondialisation ? *Relations*, (793), 26-26.

ALTERMONDIALISME OU DÉMONDIALISATION ?

Jonathan Durand Folco

L'auteur est professeur à l'École d'innovation sociale de l'Université Saint-Paul

Lorsque vient le temps de critiquer la mondialisation, plusieurs perspectives s'affrontent dans l'espace public pour proposer une autre vision du monde, c'est-à-dire une alternative sociale, économique et politique globale de portée mondiale. Parmi un ensemble de thèses souvent semblables et entrecroisées, nous pouvons identifier deux grands discours qui font le procès de la mondialisation néolibérale, du libre-échange et des institutions supranationales qui régissent l'ordre économique mondial : l'altermondialisme et la démondialisation. Il faut rappeler que la notion de « démondialisation » a été développée par l'altermondialiste philippin Walden Bello et que les partisans de la démondialisation comptent de nombreux altermondialistes. Si ces deux visions se recoupent à plusieurs égards, elles proposent également certaines avenues très divergentes. Toute la question réside dans les aspects du problème qui sont critiqués et les solutions de rechange proposées.

Tout d'abord, nous pouvons identifier une première convergence entre l'altermondialisme et la démondialisation dans leur critique commune des multinationales et du capitalisme. Ces deux discours insistent fortement sur la justice sociale et la coopération internationale.

Il existe cependant une divergence importante entre l'altermondialisme et la démondialisation. L'altermondialisme ne concentre pas son attention sur l'échelle nationale, embrassant plutôt l'interdépendance des relations sociales, économiques et politiques comme un fait indépassable, voire un progrès pour l'humanité. La solution résiderait donc dans la transformation des institutions internationales, l'ajout de nouveaux mécanismes de redistribution (taxes sur les transactions financières) ou de régulation (accords sur le climat ou sur le respect des droits humains) pour assurer la justice globale. À l'inverse, la démondialisation est profondément sceptique par rapport à la possibilité de réformer les traités et institutions supranationales, et préconise donc une stratégie de sortie ou de rupture (avec l'Union européenne par exemple, laquelle serait intrinsèquement néolibérale et irréformable).

Conséquemment, la démondialisation souhaite réaffirmer la souveraineté nationale, et ce, en misant sur un protectionnisme et un retour à la monnaie nationale comme stratégie de transition. Ce discours se rapproche du nationalisme sur ces questions spécifiques (affirmation de la souveraineté notamment), tout en gardant une visée anticapitaliste, égalitaire et internationaliste.

En résumé, l'altermondialisme souhaite une réforme globale de la mondialisation néolibérale par une stratégie se déployant à l'échelle supranationale. À l'opposé, la démondialisation vise une sortie de la mondialisation combinée à une sortie du capi-

talisme via une rupture à l'échelle nationale, appuyée sur la reconquête de la souveraineté nationale et populaire. La démondialisation se distingue donc du nationalisme économique qui préconise le retour à un capitalisme national, celui-ci pouvant inclure le protectionnisme, une monnaie nationale, la fermeture des frontières aux immigrants et des protections sociales réservées aux « nationaux ». La démondialisation cherche en effet à dépasser le capitalisme et le nationalisme étroit par le biais d'une décroissance (relocalisation de l'économie) et de la construction d'une véritable coopération internationale. La démondialisation rejoint ici l'altermondialisme en ce sens qu'elle cherche à instaurer un nouvel ordre de relations internationales plus juste. Pour ce faire, elle préconise toutefois une stratégie qui passe *d'abord* par les États nationaux plutôt que par les institutions supranationales. Néanmoins, toute la différence entre la démondialisation (démocratique) et le nationalisme conservateur (populiste de droite ou autoritaire) réside dans leur interprétation de la souveraineté. Tandis que le « souverainisme de gauche » s'appuie sur une critique forte des systèmes d'oppression, sur l'exigence démocratique et sur un horizon internationaliste, le « souverainisme de droite », quant à lui, privilégie la défense de l'« intérêt national », lequel doit primer sur toute revendication particulière en matière de classe, de sexe ou d'origine ethnique.

Ainsi, de façon schématique, nous pouvons distinguer altermondialisme et démondialisation par leur articulation particulière de la souveraineté et de la solidarité internationale : internationalisme non souverainiste pour le premier et souverainisme de gauche internationaliste pour le second. Mais pour bien éviter la confusion entre ce souverainisme et celui de la droite chauvine, voici un passage d'un ouvrage éclairant de l'économiste français Frédéric Lordon, partisan de la sortie de l'euro et de l'Union européenne, et défenseur d'une transition postcapitaliste par une rupture à l'échelle nationale : « La souveraineté vue de gauche, elle, n'a pas d'autre sens que la souveraineté du peuple, c'est-à-dire l'association aussi large que possible de tous les intéressés à la prise des décisions qui les intéressent. En vérité, il ne devrait pas y avoir lieu conceptuellement de faire cette différence de la nation et du peuple, donc de la "souveraineté nationale" et de la "souveraineté populaire", mais des habitudes lexicales ont été ainsi prises dans le débat politique que le premier terme renvoie bel et bien à tout un univers (et à des locuteurs) de droite et qu'il n'est pas autre chose en son fond qu'un souverainisme gouvernemental, quand le second est de gauche en tant qu'il n'efface pas les mandants derrière les mandataires, et se pose par là comme souverainisme démocratique. Le souverainisme de droite n'est donc rien d'autre que le désir d'une restauration (légitime) des moyens de gouverner, mais exclusivement rendus à des gouvernants qualifiés en lesquels la "nation" est invitée à se reconnaître – et à s'abandonner. Le souverainisme de gauche est l'autre nom de la démocratie – mais enfin comprise en un sens tant soit peu exigeant¹. »

1. Frédéric Lordon, *La malfaçon. Monnaie européenne et souveraineté démocratique*, Paris, Les liens qui libèrent, 2014, p. 230.